

Rapport de gestion

# CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre clos le 31 mars 2018



**FIERA**CAPITAL



## Table des matières

Mode de présentation .....	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société .....	3
Événements importants .....	3
Vue d'ensemble des marchés et de la conjoncture économique.....	4
Sommaire du rendement du portefeuille .....	6
Principales tendances des actifs sous gestion et des produits.....	7
Points saillants du trimestre clos le 31 mars 2018.....	9
Résultats financiers .....	11
Résultats d'exploitation et performance globale.....	13
Sommaire des résultats trimestriels .....	24
Situation de trésorerie et sources de financement.....	25
Contrôles et procédures.....	34
Instruments financiers .....	35
Gestion du capital .....	35
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	35
Nouvelles normes comptables .....	35
Mesures non conformes aux IFRS .....	39
Facteurs de risque.....	44

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 11 mai 2018, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes au 31 mars 2018 ainsi que pour le trimestre clos à cette date.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

### **MODE DE PRÉSENTATION**

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la *Norme comptable internationale* (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les *Normes internationales d'information financière* (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Le présent rapport de gestion doit aussi être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »), le BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté par action, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net ajusté<sup>1)</sup> et le résultat net ajusté par action<sup>1)</sup> comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

<sup>1)</sup> La définition du résultat net ajusté a été modifiée et certaines données comparatives ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 39.

## VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital (« Fiera Capital » ou la « Société ») a été constituée en tant que Fry & Company (Investment Management) Limited en 1955 en vertu des lois de la province d'Ontario. La Société est un gestionnaire de portefeuille mondial qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par deux sociétés américaines liées à la Société, soit Fiera Capital Inc. et Bel Air Management, LLC, qui sont inscrites à titre de conseillers en placement auprès de la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC »). Fiera Capital (UK) Limited [auparavant, Charlemagne Capital (UK) Limited], société liée à la Société, est inscrite auprès de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement et Fiera Capital (IOM) Limited [auparavant, Charlemagne Capital (IOM)] est inscrite auprès de la *Financial Services Authority* à l'île de Man, ainsi qu'auprès de la SEC à titre de conseiller en placement. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- **Lancement de deux nouvelles stratégies en Europe et Charlemagne Capital renommée Fiera Capital** – le 15 janvier 2018. La gamme de fonds offerte en Europe s'élargit grâce au lancement de deux nouvelles stratégies comprises dans la plateforme UCITS de la Société : Fiera Capital Fonds d'actions mondiales et Fiera Capital Fonds d'actions américaines. Charlemagne Capital exerce maintenant officiellement ses activités sous le nom de Fiera Capital et forme la base de la division européenne de Fiera Capital. Le changement de nom constitue l'étape finale de l'intégration au sein de Fiera Capital.
- **Fiera Capital accroît sa présence en Asie avec l'acquisition de Clearwater Capital Partners** – le 1<sup>er</sup> mars 2018. Fiera Capital a annoncé l'acquisition de Clearwater Capital Partners, LLC, société de placements asiatique de premier plan spécialisée en crédit et situations spéciales établie à Hong Kong et comptant 1,4 milliard de dollars américains en actifs sous gestion. L'acquisition, dont la clôture est prévue à la fin du deuxième trimestre, est assujettie à l'obtention de l'approbation réglementaire.
- **Fiera Capital fait l'acquisition de CGOV Asset Management, société de placement de premier plan pour investisseurs institutionnels et fortunés** – le 23 mars 2018. Fiera Capital et CGOV ont annoncé qu'elles avaient conclu une entente visant l'acquisition, par Fiera Capital, de CGOV, société de placement pour investisseurs institutionnels et fortunés située en Ontario et comptant environ 5,3 milliards de dollars canadiens en actifs sous gestion au 31 décembre 2017. L'acquisition, dont la clôture est prévue au début du deuxième trimestre, est assujettie à l'obtention de l'approbation réglementaire.
- **La Société présente son approche vis-à-vis de la responsabilité sociale d'entreprise et met à jour son site Web de manière à se conformer aux nouvelles exigences de la Bourse de Toronto sur la divulgation de l'information destinée aux porteurs de titres** – le 10 avril 2018. La pratique de la Société d'intégrer l'évaluation des facteurs de risque environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la gestion des actifs de ses clients se trouve dans la politique d'investissement responsable de la Société et dans sa politique de vote par procuration, lesquelles peuvent être consultées dans la nouvelle [section du site Web](#) de la Société consacrée à la responsabilité sociale de l'entreprise. Cette nouvelle section décrit également la démarche de la

Société à l'égard de la responsabilité sociale d'entreprise, notamment les politiques et les initiatives liées au capital humain, à la gestion du risque d'entreprise, à la gouvernance et à l'établissement de liens avec les collectivités.

#### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- **Fiera Capital renégocie actuellement une prorogation et une modification des modalités de son entente de crédit existante.** La Société s'attend à recevoir des engagements de ses prêteurs sous peu et prévoit finaliser et signer la *cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour* renégociée d'ici la fin de mai 2018.

#### VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS ET DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

##### *Vue d'ensemble des marchés*

Après une période prolongée d'accalmie sur les marchés, la volatilité a repris de plus belle au premier trimestre. Les marchés des capitaux sont malmenés par la crainte qu'une hausse des coûts de l'emprunt nuise à la croissance mondiale et érode les profits des sociétés, qui sont arrivés juste à point lorsque les valorisations tendues des actions n'ont laissé que peu de place à la déception. En outre, le président Trump a perturbé le marché et a pris les premières mesures importantes pour concrétiser ses visées protectionnistes, semant ainsi des inquiétudes à l'égard d'une guerre commerciale sans merci qui menacerait d'ébranler l'expansion mondiale synchronisée.

Dans un tel contexte, les marchés boursiers mondiaux ont affiché des résultats négatifs, même après que le président Trump eut changé son fusil d'épaule au sujet de certaines propositions plus draconiennes et alors que les facteurs fondamentaux continuent d'impressionner. À la place, les critiques négatives se sont répandues dans le monde entier.

Après avoir inscrit une forte hausse et atteint des niveaux record, le marché boursier américain a reculé en raison des déclarations commerciales controversées entre les États-Unis et la Chine, tandis que la débâcle prolongée dans le secteur de la technologie a aussi été néfaste. Pendant ce temps, les marchés boursiers canadiens ont été minés par les risques ayant fait la manchette en ce qui a trait à l'avenir de l'ALENA, au niveau d'endettement élevé des ménages et aux écarts sur le pétrole brut qui se creusent. Le sentiment fragile s'est aussi propagé aux marchés outremer. Les actions européennes ont trébuché par solidarité et ont dégagé leur pire résultat trimestriel depuis le début de 2016, tandis que la récente vigueur du yen a réduit les profits des sociétés et les cours des actions au Japon. En revanche, les bourses des marchés émergents ont été à contre-courant de la tendance mondiale et ont réussi à faire durer un rendement légèrement positif au premier trimestre grâce à une solide croissance et à une bonne trajectoire des bénéfices dans les pays en développement.

Dans l'intervalle, les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats négatifs au premier trimestre de 2018. Les taux des obligations ont reculé partout sur la courbe alors que les investisseurs ont envisagé la perspective de coûts de l'emprunt plus élevés, tandis qu'un regain des attentes inflationnistes et une expansion budgétaire nouvellement annoncée aux États-Unis ont aussi exercé une pression à la hausse sur le rendement à long terme. Toutefois, les courbes de rendement se sont aplaties à la fin mars, les rendements à long terme reculant alors que les investisseurs recherchent la sécurité que procurent les obligations dans un contexte d'échange par ailleurs volatil, tandis que les rendements à court terme demeurent bien ancrés, puisque les attentes des marchés convergent avec les prévisions des banques centrales. Pendant ce temps, après avoir décliné aux niveaux antérieurs à la crise au cours de l'année, les écarts sur les titres de sociétés se sont élargis en mars, puisque l'appétit pour le risque s'est dégradé en raison du contexte d'angoisse politique accrue et parce que la croissance mondiale montre des signes de vouloir franchir des sommets. Fait intéressant toutefois, les écarts de rendement des titres à rendement élevé sont demeurés pratiquement stables.



### *Vue d'ensemble de la conjoncture économique*

Les perspectives relatives à l'économie mondiale demeurent raisonnablement bonnes. La croissance s'est stabilisée à des niveaux toujours élevés, tandis que l'approche de normalisation monétaire mesurée, combinée aux politiques budgétaires expansionnistes, devrait permettre à la reprise de se poursuivre pendant l'année.

La croissance de l'économie canadienne ralentit, atteignant des niveaux plus durables, quoique supérieurs à la tendance. La demande nationale demeure vigoureuse, car les consommateurs connaissent une certaine prospérité en raison des solides gains dans l'emploi et des hausses des salaires, et les investissements des entreprises ont fait un retour. Pour l'avenir, les attentes de la Société à l'égard d'une plus forte demande au sud de la frontière et l'attitude plus positive vis-à-vis du commerce de la part de l'administration Trump devraient accélérer la rotation essentielle vers les exportations, ce qui garantira la continuation de la normalisation par la Banque du Canada.

Malgré un certain ralentissement saisonnier au premier trimestre de 2018, aux États-Unis, l'économie demeure très solide. Les gains économiques sont largement répandus, car les consommateurs et les entreprises tournent à plein régime, et la forte demande mondiale soutient les exportations. Qui plus est, les mesures de relance budgétaire annoncées dernièrement devraient favoriser une économie déjà dynamique, ce qui permettra à la Réserve fédérale de continuer à relever graduellement les taux d'intérêt et de dévoiler son bilan.

À l'étranger, la zone euro progresse à son rythme le plus rapide depuis le début de la décennie malgré le retour du populisme après le triomphe de la coalition des eurosceptiques dans les élections en Italie, et le redressement de l'euro pourrait jouer un rôle. Au Royaume-Uni, les perspectives demeurent assez sombres compte tenu des incertitudes persistantes dues au Brexit, mais le Japon prospère grâce à la résurgence des exportations et des bénéfices des sociétés, même si l'inflation contrôlée encourage la position conciliante adoptée par la Banque du Japon.

Enfin, les économies de marché émergentes démontrent certaines tendances de croissance stables au début de 2018, tandis que les meilleures situations financières protègent ces économies contre les événements externes (comme la hausse des coûts d'emprunt aux États-Unis). Les économies misant sur les marchandises, comme celles du Brésil et de la Russie, sont ressorties de la récession, tandis que les géants économiques comme la Chine et l'Inde continuent de montrer des signes de résistance malgré les vents contraires structurels.

### SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés au 31 mars 2018

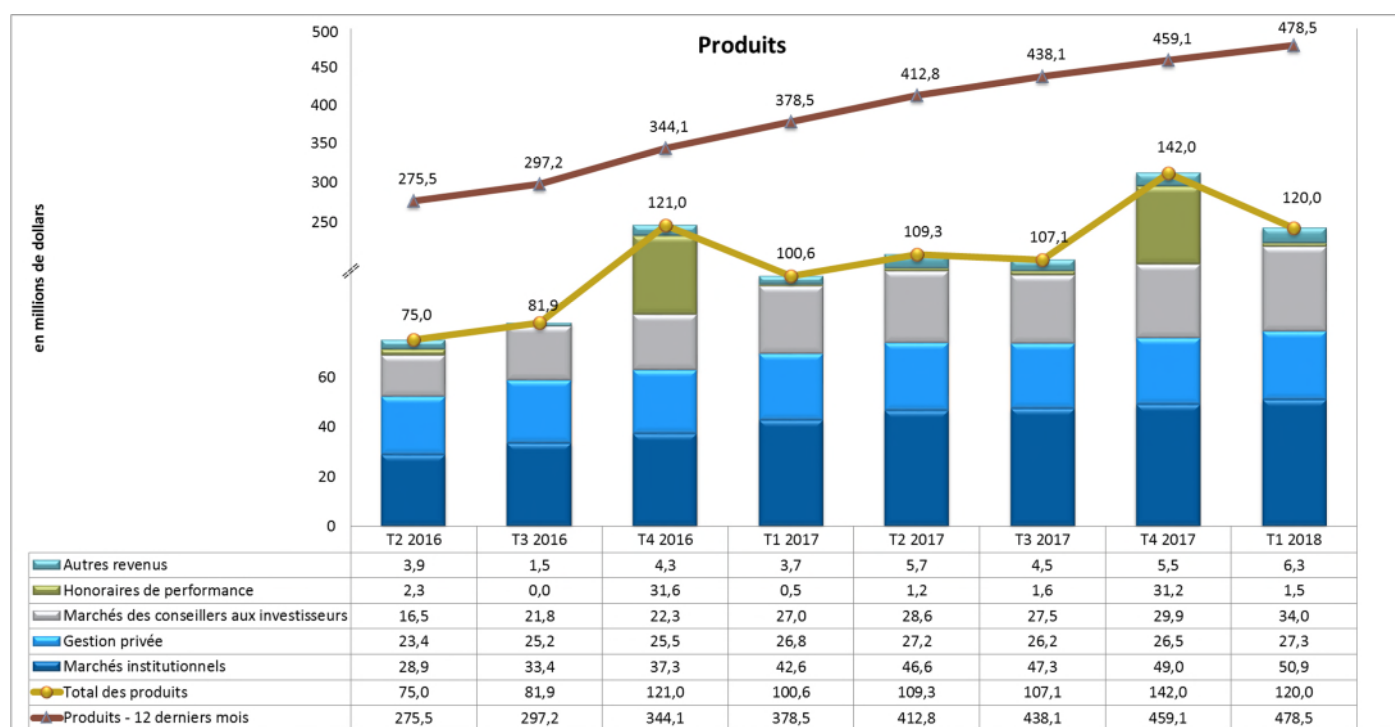
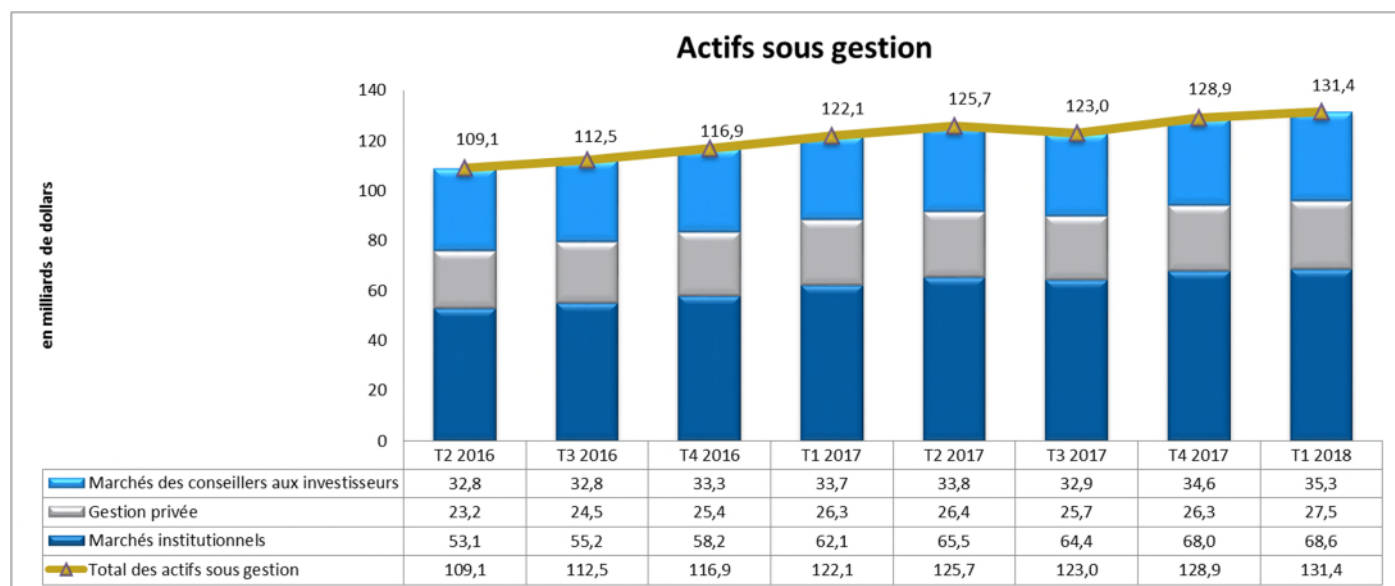
Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
<b>Revenu fixe</b>	<b>64,9</b>									
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		2,08	0,72	Q1	3,43	0,55	Q1	1 <sup>er</sup> janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX	4
Revenu fixe – Gestion tactique univers		2,72	1,36	Q1	2,79	-0,1	Q4	1 <sup>er</sup> janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX	4
Obligations à haut rendement		3,44	0,37	Q2	5,13	0,07	Q3	1 <sup>er</sup> févr. 2002	Indice de référence mixte à haut rendement	4
Actions privilégiées – valeur relative		7,40	1,88	s. o.	3,15	2,19	s. o.	1 <sup>er</sup> févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	1,4
Obligations infrastructure		6,56	0,96	s. o.	5,81	0,8	s. o.	1 <sup>er</sup> août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX	4
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		0,93	-0,25	s. o.	1,59	-0,18	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,93	0,38	s. o.	1,59	0,25	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	
Tax Efficient Core Plus		1,76	0,58	s. o.	2,23	0,45	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		0,62	0,11	s. o.	1,53	0,08	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		0,62	0,28	s. o.	1,53	0,21	s. o.	1 <sup>er</sup> janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	
<b>Équilibré</b>	<b>3,8</b>									
Fonds équilibré « Core »		6,11	2,18	Q1	9,24	1,58	Q1	1 <sup>er</sup> sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2,4
Fonds équilibré intégré		6,21	2,08	Q1	9,41	1,87	Q1	1 <sup>er</sup> avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3,4
<b>Actions</b>	<b>55,6</b>									
Actions canadiennes		5,07	3,36	Q1	11,02	4,09	Q1	1 <sup>er</sup> janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	4
Actions canadiennes – « Core »		3,87	2,16	Q2	8,63	1,7	Q3	1 <sup>er</sup> janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	4
Actions canadiennes – Opportunités		6,35	4,64	Q1	9,62	2,69	Q2	1 <sup>er</sup> nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	4
Actions à revenu élevé		-2,62	-1,01	Q4	6,37	1,26	Q4	1 <sup>er</sup> oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	4
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		0,90	7,47	Q3	10,24	6,73	Q2	1 <sup>er</sup> janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	4
Actions canadiennes – Petite capitalisation		-4,98	1,59	Q4	9,35	5,84	Q2	1 <sup>er</sup> janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	4
Actions américaines		13,94	3,74	Q2	21,74	2,9	Q1	1 <sup>er</sup> avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	4
Actions internationales		14,71	3,73	Q1	13,43	1,74	Q2	1 <sup>er</sup> janv. 2010	Indice MSCI EAE0 net (\$ CA)	4
Actions mondiales		15,84	6,03	Q1	18,28	3,22	Q1	1 <sup>er</sup> oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	4
Apex Large Cap Growth		19,33	-1,92	Q3	15,14	-0,40	Q2	1 <sup>er</sup> avril 2007	Russell 1000 Growth	
Apex Mid Cap Growth		29,92	10,19	Q1	17,01	3,67	Q1	1 <sup>er</sup> mai 2008	Russell MidCap Growth	
Apex Smid Growth		24,39	4,47	Q2	13,59	0,23	Q2	1 <sup>er</sup> janv. 1990	Russell 2500 Growth	
Apex Small Cap Growth		13,83	-4,80	Q4	8,96	-3,94	Q4	1 <sup>er</sup> janv. 2006	Russell 2000 Growth	
Marchés Émergents de City National Rochdale		22,97	-1,96	Q3	10,59	5,60	Q1	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	
Emerging Markets Core Growth		43,52	6,24	Q1	8,05	3,71	Q2	1 <sup>er</sup> juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	
Emerging Markets Growth & Income		23,27	-1,49	Q3	4,37	-0,63	Q4	1 <sup>er</sup> juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	
Frontier Markets		27,51	0,39	Q1	17,03	8,42	Q1	1 <sup>er</sup> juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	
<b>Placements non traditionnels</b>	<b>7,1</b>									
Fonds – Marché neutre nord-américain		0,15	–	s. o.	5,56	–	s. o.	1 <sup>er</sup> oct. 2007	Rendement absolu	4
Fonds – Actions « Long/Short »		-4,17	–	s. o.	12,79	–	s. o.	1 <sup>er</sup> août 2010	Rendement absolu	4
Fonds – Financement diversifié		5,87	–	s. o.	6,24	–	s. o.	1 <sup>er</sup> avr. 2008	Rendement absolu	4
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		2,98	–	s. o.	4,32	–	s. o.	1 <sup>er</sup> nov. 2009	Rendement absolu	4
Fonds – Infrastructure		8,29	–	s. o.	6,78	–	s. o.	1 <sup>er</sup> mars 2010	Rendement absolu	4
Fonds – Immobilier		4,61	–	s. o.	5,45*	–	s. o.	1 <sup>er</sup> juill. 2013	Rendement absolu	4
Fiera Private Lending Construction Financing Fund		7,08	–	s. o.	7,00	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	4
Fiera Private Lending Mezzanine Financing Fund		10,41	–	s. o.	10,55	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	4
Fiera Private Lending Business Financing Fund		8,96	–	s. o.	9,31	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	4
Charlemagne OCCO Eastern European Fund		16,99	–	s. o.	9,35	–	s. o.	1 <sup>er</sup> janv. 2002	Rendement absolu	4
<b>Total des actifs sous gestion</b>	<b>131,4</b>									

Notes :

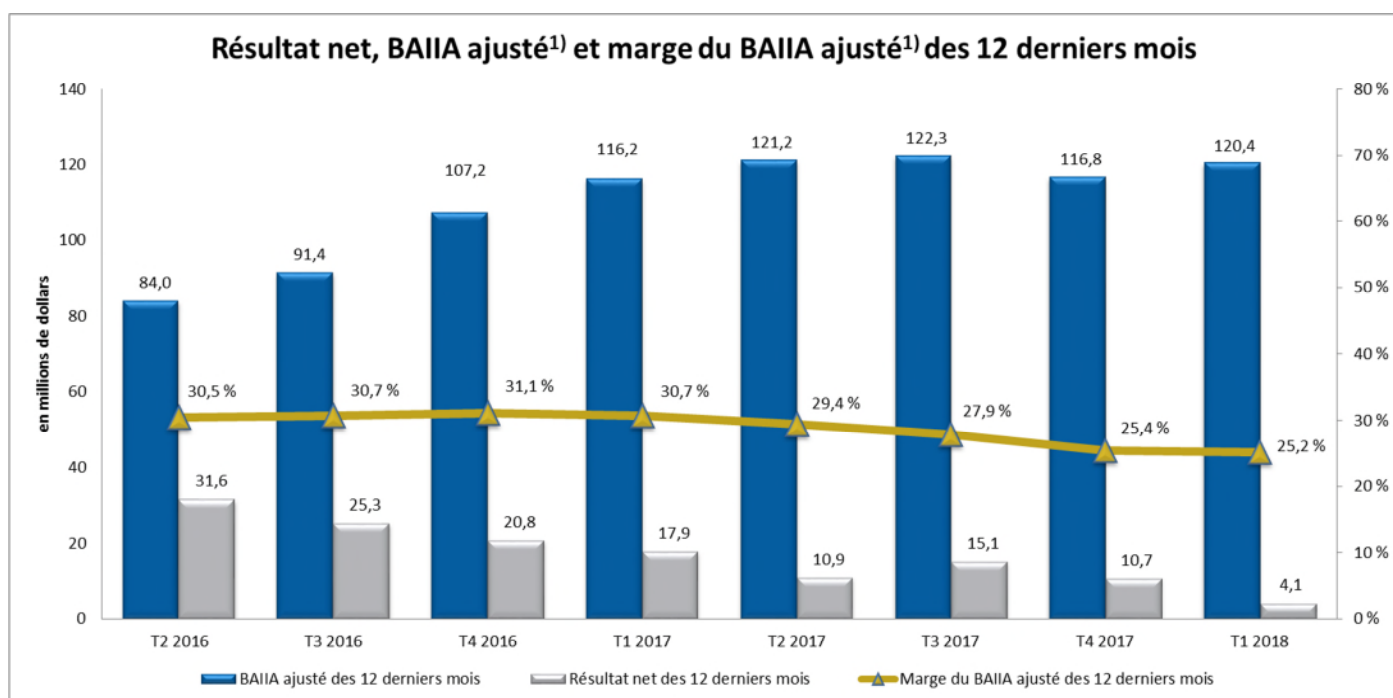
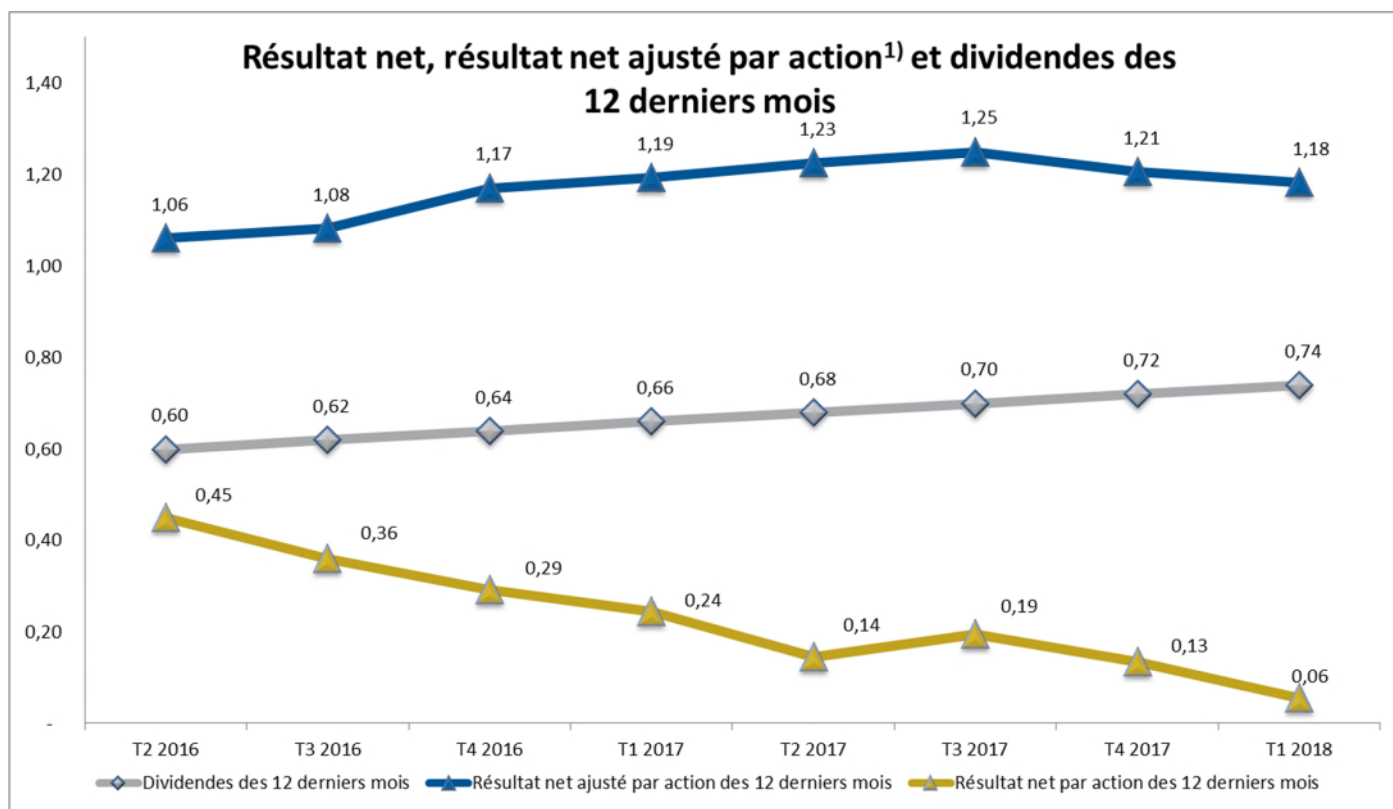
- L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Rendements en dollars américains  
**Renseignements importants :**
  - Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
  - Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
  - Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
  - Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
  - Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
  - Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
  - Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
  - La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
  - Tous les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
  - Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

**PRINCIPALES TENDANCES DES ACTIFS SOUS GESTION ET DES PRODUITS**

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les 12 derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, la marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, le résultat net par action, le résultat ajusté par action<sup>1)</sup> et les dividendes pour les 12 derniers mois.



<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 39.



<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 39.

## POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2018

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 9,3 milliards de dollars, ou 7,6 %, pour se fixer à 131,4 milliards de dollars au 31 mars 2018, contre des actifs sous gestion de 122,1 milliards de dollars au 31 mars 2017.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018 se sont accrus de 18,5 millions de dollars, ou 19 %, pour s'établir à 118,5 millions de dollars par rapport aux 100,0 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 1,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 0,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 19,8 millions de dollars, ou 25 %, pour se chiffrer à 97,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, alors qu'ils avaient été de 78,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté<sup>1)</sup> a augmenté de 3,6 millions de dollars, ou 14 %, pour atteindre 28,8 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 25,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,32 \$ (de base et dilué)<sup>1)</sup> pour le premier trimestre de 2018, contre 0,31 \$ (de base) et 0,30 \$ (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le premier trimestre clos le 31 mars 2018 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,2) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), en baisse de 6,6 millions de dollars, ou plus de 100 %, par rapport à celui du premier trimestre clos le 31 mars 2017, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté<sup>1)</sup> attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018 s'est élevé à 21,3 millions de dollars, ou 0,24 \$ par action (de base et dilué)<sup>1)</sup>, contre 21,8 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base) et 0,26 \$ (dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 2 %, pour se fixer à 131,4 milliards de dollars au 31 mars 2018, contre 128,9 milliards de dollars au 31 décembre 2017.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018 ont augmenté de 7,7 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 118,5 millions de dollars par rapport aux 110,8 millions de dollars du trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 39.

Les honoraires de performance ont été de 1,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 31,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont diminué de 12,0 millions de dollars, ou 11 %, pour se chiffrer à 97,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, alors qu'ils avaient été de 109,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.
- › Le BAIIA ajusté<sup>1)</sup> a régressé de 7,2 millions de dollars, ou 20 %, pour atteindre 28,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 36,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Le BAIIA ajusté par action<sup>1)</sup> s'est élevé à 0,32 \$ (de base et dilué) pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 0,43 \$ (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.
- › Le premier trimestre clos le 31 mars 2018 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,2) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), en baisse de 3,0 millions de dollars, ou plus de 100 %, par rapport à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2017, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 0,8 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté<sup>1)</sup> attribuable aux actionnaires de la Société pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018 s'est élevé à 21,3 millions de dollars, ou 0,24 \$ par action (de base et dilué), contre 29,2 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 39.

## RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 1 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	31 MARS 2018	31 DÉCEMBRE 2017	31 MARS 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
Actifs sous gestion	131 360	128 901	122 063	2 459	9 297

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2017	LE 31 DÉCEMBRE 2017	LE 31 MARS 2017	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE <sup>2)</sup>	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE <sup>2)</sup>
<b>Produits</b>					
Honoraires de gestion	112 181	105 350	96 308	6 831	15 873
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 573	10 039	527	(8 466)	1 046
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	(103)	21 195	5	(21 298)	(108)
Autres revenus	6 330	5 462	3 734	868	2 596
	119 981	142 046	100 574	(22 065)	19 407
<b>Charges</b>					
Frais de vente et charges générales et administratives	97 520	109 457	77 152	11 937	(20 368)
Frais des gestionnaires externes	367	404	896	37	529
Amortissement des immobilisations corporelles	947	964	931	17	(16)
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 022	8 778	10 935	(1 244)	913
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	4 761	4 835	2 177	74	(2 584)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	4 467	2 880	1 308	(1 587)	(3 159)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	928	6 866	1 076	5 938	148
Frais d'acquisition	3 018	1 679	1 718	(1 339)	(1 300)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	–	42	–	42	–
Autres (produits) charges <sup>3)</sup>	27	(128)	(4)	(155)	(31)
Total des charges	122 057	135 777	96 189	13 720	(25 868)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(2 076)	6 269	4 385	(8 345)	(6 461)
Impôt sur le résultat	17	5 185	32	5 168	15
Résultat net	(2 093)	1 084	4 353	(3 177)	(6 446)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	(2 193)	763	4 428	(2 956)	(6 621)
À la participation ne donnant pas le contrôle	100	321	(75)	(221)	175
Résultat net	(2 093)	1 084	4 353	(3 177)	(6 446)
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>					
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	0,32	0,43	0,31	(0,11)	0,01
Résultat net	(0,02)	0,01	0,05	(0,03)	(0,07)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,24	0,35	0,27	(0,11)	(0,03)
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>					
BAlIA ajusté <sup>1)</sup>	0,32	0,43	0,30	(0,11)	0,02
Résultat net	(0,02)	0,01	0,05	(0,03)	(0,07)
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,24	0,35	0,26	(0,11)	(0,02)

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 39.

<sup>2)</sup> POS : positive; NÉG : négative.

<sup>3)</sup> Les autres charges (produits) tiennent compte du poste suivant : « Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	31 MARS 2018	31 DÉCEMBRE 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	58 265	47 417
Débiteurs	118 182	128 398
Autres actifs courants	11 713	10 082
<b>Total des actifs courants</b>	<b>188 160</b>	<b>185 897</b>
Goodwill	529 050	523 885
Immobilisations incorporelles	463 471	462 281
Autres actifs non courants	39 620	32 852
<b>Total des actifs</b>	<b>1 220 301</b>	<b>1 204 915</b>
Créditeurs et charges à payer	59 205	114 008
Autres passifs courants	56 696	39 419
<b>Total des passifs courants</b>	<b>115 901</b>	<b>153 427</b>
Dettes à long terme	341 300	292 417
Débiteures convertibles	77 779	77 461
Obligations au titre du prix d'achat	57 677	58 086
Impôt sur le résultat différé	15 599	16 014
Autres passifs non courants	18 862	15 499
<b>Total des passifs</b>	<b>627 118</b>	<b>612 904</b>
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	593 617	592 545
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(434)	(534)
	<b>593 183</b>	<b>592 011</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>1 220 301</b>	<b>1 204 915</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.



## RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

### Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou d'une cession d'entreprise (« cession »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises réalisés par Fiera Capital au cours de l'exercice précédent. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 25, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et d'autres transactions commerciales.

Les tableaux 3 et 4 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion<sup>1)</sup> (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	LE 31 MARS 2017
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	128 901	123 003	116 925
Variation nette	2 459	3 811	5 138
Acquisitions	–	2 087	–
Actifs sous gestion à la clôture de la période	131 360	128 901	122 063
Actifs sous gestion moyens	130 512	127 830	119 726

<sup>1)</sup> Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 décembre 2017	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITION (CESSION)/ AJUSTEMENTS	31 MARS 2018
Marchés institutionnels	68 038	818	(1 129)	(64)	290	612	–	68 565
Gestion privée	26 319	825	(404)	141	(28)	663	–	27 516
Marché des conseillers aux investisseurs	34 544	367	(227)	261	25	299	–	35 279
Actifs sous gestion à la clôture de la période	128 901	2 010	(1 760)	338	297	1 574	–	131 360

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

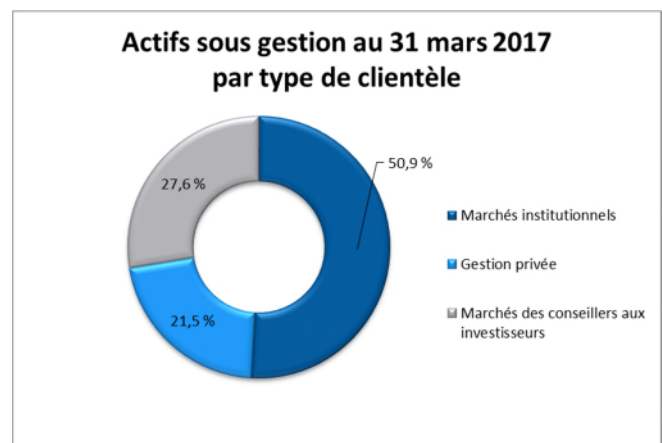
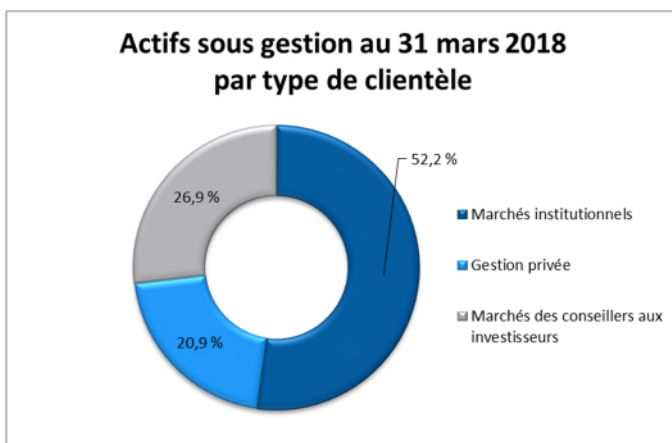
### Variations trimestrielles

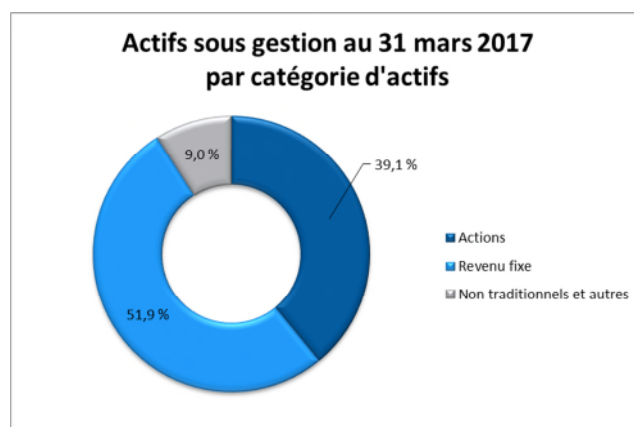
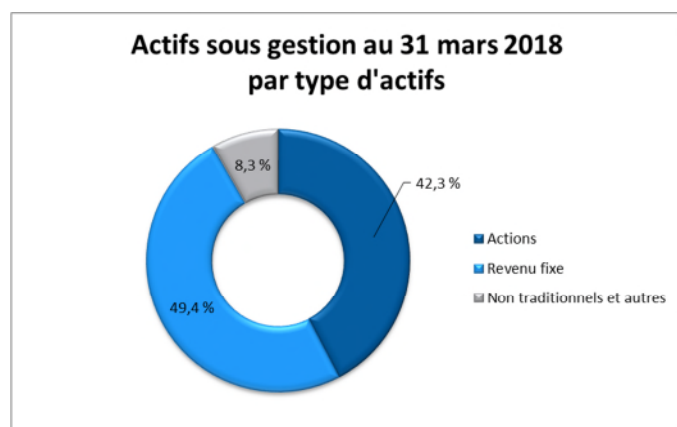
Le total des actifs sous gestion a augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 131,4 milliards de dollars au 31 mars 2018, contre 128,9 milliards de dollars au 31 décembre 2017. Cette augmentation s'explique principalement par de nouveaux mandats de 2,0 milliards de dollars, par l'incidence favorable, de 1,6 milliard de dollars, des fluctuations des cours de change du dollar américain, conjuguée aux contributions nettes positives de 0,3 milliard de dollars et par une appréciation des marchés de 0,3 milliard de dollars au cours de la période. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 1,8 milliard de dollars pour le premier trimestre de 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 0,8 %, pour s'établir à 68,6 milliards de dollars au 31 mars 2018, contre 68,0 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux nouveaux mandats obtenus au cours du trimestre, surtout dans les stratégies de placement Actions mondiales, Actions internationales et Revenu fixe, pour un total de 0,8 milliard de dollars, combinés à l'incidence favorable, de 0,6 milliard de dollars, des fluctuations des cours de change du dollar américain et à l'appréciation des marchés de 0,3 milliard de dollars au premier trimestre de 2018. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des pertes de clients s'élevant à 1,1 milliard de dollars, en raison principalement de clients qui ont consolidé leurs prestataires de services d'investissements ou qui ont recherché d'autres catégories d'actifs.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 1,2 milliard de dollars, ou 4,5 %, pour atteindre 27,5 milliards de dollars au 31 mars 2018, contre 26,3 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette hausse est avant tout attribuable aux nouveaux mandats nets obtenus aux États-Unis, combinés à l'incidence favorable des fluctuations des cours de change du dollar américain au premier trimestre de 2018.

Les actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont affiché une hausse de 0,8 milliard de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 35,3 milliards de dollars au 31 mars 2018, contre 34,5 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette hausse est principalement attribuable aux nouveaux mandats nets de 0,4 milliard de dollars obtenus en Europe et aux États-Unis, combinés à l'incidence favorable, de 0,3 milliard de dollars, des fluctuations des cours de change du dollar américain et aux contributions nettes positives de 0,3 milliard de dollars au premier trimestre de 2018, en partie contrebalancés par des contrats perdus de 0,2 milliard de dollars en raison principalement des clients qui ont rééquilibré leurs activités.





## Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

Tableau 5 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 31 MARS 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	LE 31 MARS 2017	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	50 867	49 023	42 529	1 844	8 338
Gestion privée	27 348	26 461	26 774	887	574
Marché des conseillers aux investisseurs	33 966	29 866	27 005	4 100	6 961
<b>Total des honoraires de gestion</b>	<b>112 181</b>	<b>105 350</b>	<b>96 308</b>	<b>6 831</b>	<b>15 873</b>
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	1 573	10 039	527	(8 466)	1 046
Honoraires de performance					
– actifs non traditionnels	(103)	21 195	5	(21 299)	(108)
<b>Total des honoraires de performance</b>	<b>1 470</b>	<b>31 234</b>	<b>532</b>	<b>(29 764)</b>	<b>938</b>
Autres revenus	6 330	5 462	3 734	868	2 596
<b>Total des produits</b>	<b>119 981</b>	<b>142 046</b>	<b>100 574</b>	<b>(22 065)</b>	<b>19 407</b>

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

*Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent*

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, les produits se sont accrus de 19,4 millions de dollars, ou 19 %, pour se fixer à 120,0 millions de dollars, contre 100,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement à la prise en compte de la croissance interne, provenant essentiellement des secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée. La conclusion de l'entente avec City National Rochdale (« CNR ») visant l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun Marchés Émergents, en décembre 2017, a aussi participé à la croissance des produits.

*Honoraires de gestion*

Les honoraires de gestion ont monté de 15,9 millions de dollars, ou 17 %, pour atteindre 112,2 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 96,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion et par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018 ont augmenté de 8,4 millions de dollars, ou 20 %, pour se fixer à 50,9 millions de dollars, comparativement à 42,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement des produits additionnels attribuables à la hausse des actifs sous gestion nets découlant de l'obtention de nouveaux mandats de la stratégie Actions mondiales, notamment aux États-Unis et au Canada, et d'une appréciation des marchés au cours des douze derniers mois.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 0,5 million de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 27,3 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 26,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont progressé de 7,0 millions de dollars, ou 26 %, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2018, pour se chiffrer à 34,0 millions de dollars, contre 27,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression découle essentiellement de la prise en compte des produits supplémentaires résultant de la conclusion de l'entente avec CNR visant l'acquisition des activités de gestion du Fonds communs Marchés Émergents, en décembre 2017, combinée à la hausse des produits provenant des activités européennes.

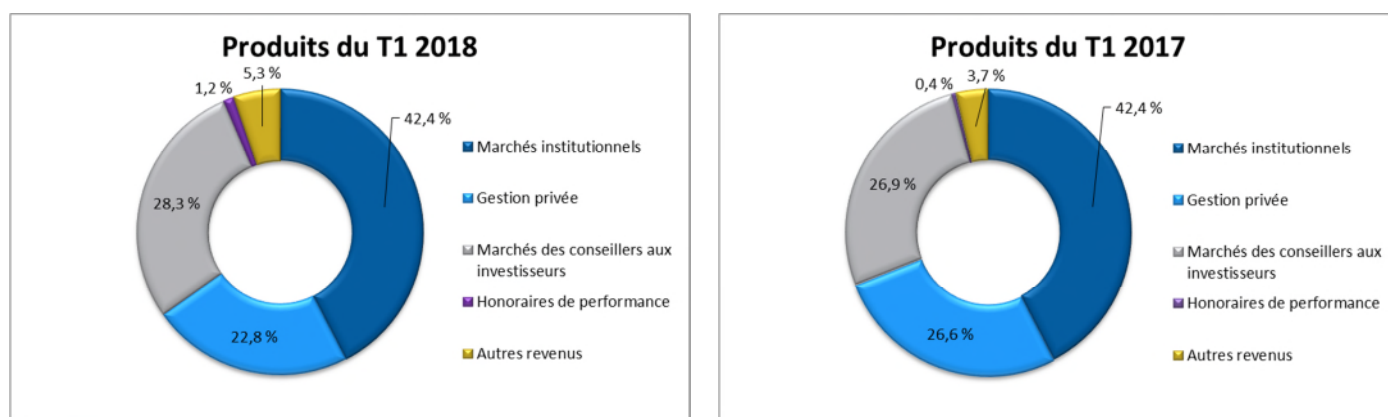
*Honoraires de performance*

Les honoraires de performance se sont établis à 1,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 0,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

### Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 2,6 millions de dollars, ou 70 %, pour s'élever à 6,3 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 3,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable essentiellement à un paiement éventuel combiné à des produits additionnels tirés des stratégies de placement privé alternatives.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 mars 2018 et 2017, respectivement.



### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, les produits ont baissé de 22,0 millions de dollars, ou 16 %, pour se fixer à 120,0 millions de dollars, comparativement à 142,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Ce recul des produits s'explique surtout par la baisse des honoraires de performance qui sont comptabilisés en général aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice, en partie contrebalancés par la hausse des honoraires de gestion.

### Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 6,8 millions de dollars, ou 7 %, pour s'établir à 112,2 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 105,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 1,9 million de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 50,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 49,0 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. L'augmentation séquentielle tient surtout à la croissance interne provenant des stratégies de placement privé alternatives combinée aux nouveaux mandats aux États-Unis.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 0,9 million de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 27,3 millions de dollars au premier trimestre clos le 31 mars 2018, par rapport à 26,5 millions de dollars au trimestre précédent clos le 31 décembre 2017, cette progression étant principalement attribuable à la croissance interne aux États-Unis.

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 4,1 millions de dollars, ou 14 %, pour s'élever à 34,0 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 29,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette augmentation s'explique principalement par la comptabilisation des produits de CNR pour un trimestre complet par suite de la conclusion de l'entente visant l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun Marchés Émergents, combinée à la hausse des produits provenant des activités européennes.

#### *Honoraires de performance*

Les honoraires de performance, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, se sont chiffrés à 1,5 million de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 31,2 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

#### *Autres revenus*

Les autres revenus ont augmenté de 0,8 million de dollars, ou 16 %, pour s'élever à 6,3 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 5,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette augmentation s'explique essentiellement par un paiement éventuel combiné à des produits additionnels tirés des stratégies de placement privé alternatives.

#### ***Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes***

##### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont monté de 19,8 millions de dollars, ou 25 %, pour s'établir à 97,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, contre 78,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à une augmentation de la rémunération variable liée aux ententes de rémunération fondée sur des actions et de la trésorerie à long terme conclues avec des professionnels importants du secteur des placements visant à garantir la croissance constante des produits et des stratégies de placement et à y contribuer, combinée au volume plus élevé découlant de la prise en compte des activités de la croissance et de l'expansion de la Société..

##### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont diminué de 12,0 millions de dollars, ou 11 %, pour se chiffrer à 97,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, contre 109,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette diminution est principalement attribuable à la rémunération liée aux honoraires de performance comptabilisée au cours du trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

### ***Dotation aux amortissements***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

L'amortissement des immobilisations corporelles a été stable au premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 0,9 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 10,0 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, ce qui représente une diminution de 0,9 million de dollars, ou 8 %, contre 10,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution découle essentiellement de la réduction de l'amortissement des immobilisations incorporelles relativement à la finalisation de la comptabilisation de l'acquisition de Fiera Capital (Europe).

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré stable, à 0,9 million de dollars, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 1,2 million de dollars, ou 14 %, pour s'établir à 10,0 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à 8,8 millions de dollars du trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la finalisation de la comptabilisation de l'acquisition relative à Fiera Capital (Europe) au trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

### ***Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières***

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 2,6 millions de dollars, ou plus de 100 %, pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, pour se fixer à 4,8 millions de dollars, contre 2,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur les débentures convertibles, combinée à une variation négative découlant de la stratégie de la Société qui s'articule autour de l'échange du taux d'intérêt variable applicable à une tranche de sa dette contre un taux d'intérêt fixe.

#### ***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières sont demeurés stables à 4,8 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

***Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat***

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Une charge de 4,5 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, en regard d'une charge de 1,3 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à la charge additionnelle découlant de la conclusion de l'entente avec CNR visant l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun Marchés Émergents qui a eu lieu en décembre 2017.

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Une charge de 4,5 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, en regard d'une charge de 2,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la comptabilisation, pour un trimestre complet, des charges découlant de la conclusion de l'entente avec CNR visant l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun Marchés Émergents comparativement à la comptabilisation des charges pour un mois au trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.

***Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts***

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 1,1 million de dollars, ou plus de 41 %, pour s'établir à 3,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 2,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux coûts liés aux acquisitions plus élevés au premier trimestre de 2018 comparativement au premier trimestre de 2017, notamment l'acquisition de Clearwater Capital Partners et de CGOV Asset Management (Il convient de se reporter à la rubrique, *Événements importants*).

***Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent***

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont diminué de 4,9 millions de dollars, ou 54 %, pour s'établir à 3,9 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 8,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette diminution est essentiellement attribuable aux coûts de restructuration moins élevés au premier trimestre de 2018, liés à la restructuration d'une équipe à revenu fixe, comparativement au trimestre précédent clos le 31 décembre 2017.



## BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté<sup>1)</sup> et le BAIIA ajusté par action<sup>1)</sup> de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 31 décembre 2017.

Tableau 6 – BAIIA ajusté<sup>1)</sup> (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			ÉCART	
	LE 31 MARS 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	LE 31 MARS 2017	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Résultat net	(2 093)	1 084	4 353	(3 177)	(6 446)
BAIIA <sup>1)</sup>	13 654	20 846	18 428	(7 912)	(4 774)
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	28 839	36 056	25 199	(7 217)	3 640
Par action (de base) <sup>1)</sup>	0,32	0,43	0,31	(0,11)	0,01
Par action (dilué) <sup>1)</sup>	0,32	0,43	0,30	(0,11)	0,02

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 39.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, le BAIIA ajusté a été en hausse de 3,6 millions de dollars, ou 14 %, pour atteindre 28,8 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), contre 25,2 millions de dollars, ou 0,31 \$ par action (de base) et 0,30 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du premier trimestre clos le 31 mars 2018 a augmenté principalement du fait de la progression des honoraires de gestion découlant de la croissance du marché et de la croissance interne, de la mise en œuvre des stratégies de placement privé alternatives et de la conclusion de l'entente avec CNR visant l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun de Marchés Émergents en décembre 2017, combinée à la hausse des autres revenus attribuable essentiellement à un paiement éventuel au premier trimestre de 2018. Ces augmentations ont été compensées en partie par une hausse de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, le BAIIA ajusté a diminué de 7,3 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 28,8 millions de dollars, soit 0,32 \$ par action (de base et dilué), contre 36,1 millions de dollars, ou 0,43 \$ par action (de base et dilué), au trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette diminution est avant tout attribuable à la baisse des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, contrebalancée en partie par la hausse des honoraires de gestion et la baisse des charges d'exploitation, notamment les incitatifs liés à la performance.

## Résultat net

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017, ainsi que pour le trimestre clos le 31 décembre 2017.

Tableau 7 – Résultat net et résultat net ajusté<sup>1)</sup> (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 31 MARS 2018	LE 31 DÉCEMBRE 2017	LE 31 MARS 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(2 193)	763	4 428
Amortissement des immobilisations corporelles	947	964	931
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 022	8 778	10 935
Rémunération fondée sur des actions <sup>1)</sup>	6 745	3 871	2 673
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts <sup>1)</sup>	928	6 866	1 076
Frais d'acquisition <sup>1)</sup>	3 018	1 679	1 718
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat <sup>1)</sup>	4 467	2 880	1 308
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	6 017	
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus <sup>1)</sup>	2 590	2 580	1 231
<b>Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société</b>	<b>21 344</b>	<b>29 238</b>	<b>21 838</b>
<b>Par action (de base)</b>			
Résultat net	(0,02)	0,01	0,05
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,24	0,35	0,27
<b>Par action (dilué)</b>			
Résultat net	(0,02)	0,01	0,05
Résultat net ajusté <sup>1)</sup>	0,24	0,35	0,26

<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 39.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,2) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), contre 4,4 millions de dollars, ou 0,05 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution du résultat net s'explique surtout par une charge de 4,5 millions de dollars inscrite pour la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat comptabilisée au premier trimestre de 2018, contre une charge de 1,3 million de dollars comptabilisée pour la période correspondante de l'exercice précédent.

### Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (2,2) millions de dollars, ou (0,02) \$ par action (de base et dilué), contre 0,8 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017. Cette diminution du résultat net s'explique surtout par une baisse des honoraires de performance, compensée en partie par une hausse du résultat avant impôt imputable à la hausse des honoraires de gestion, combinée à une charge de 4,5 millions de dollars inscrite pour la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat comptabilisée au premier trimestre de 2018, contre une charge de 2,9 millions de dollars au trimestre précédent.

### **Résultat net ajusté<sup>1)</sup>**

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie provenant de ses activités principales. Il y a lieu de se reporter à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* pour obtenir la définition de résultat net ajusté.

### **Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent**

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 21,3 millions de dollars, ou 0,24 \$ par action (de base et dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, contre 21,8 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base) et 0,26 \$ par action (dilué), pour le premier trimestre clos le 31 mars 2017. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2018 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 17,7 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action (de base et dilué), ainsi que des frais d'acquisition et des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts de 5,8 millions de dollars, ou 0,06 \$ par action (de base et dilué), compte tenu de l'impôt sur le résultat, ainsi que de la charge inscrite pour la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, notamment de la charge découlant de la conclusion de l'entente avec CNR visant l'acquisition des activités de gestion du Fonds commun Marchés Émergents.

### **Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent**

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2018, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 21,3 millions de dollars, ou 0,24 \$ par action (de base et dilué), soit une diminution de 6,0 millions de dollars par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2017, qui s'était établi à 29,2 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action (de base et dilué). Cette baisse s'explique en grande partie par une diminution des produits imputable aux honoraires de performance, contrebalancée en partie par une augmentation des honoraires de gestion et une diminution des charges d'exploitation.

<sup>1)</sup> Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 39.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté<sup>1)</sup>, la marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup> et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 8 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois <sup>2)</sup>	T1 31 mars 2018	T4 31 déc. 2017	T3 30 sept. 2017	T2 30 juin 2017	T1 31 mars 2017	T4 31 déc. 2016	T3 30 sept. 2016	T2 30 juin 2016
Actifs sous gestion	127 231	131 360	128 901	123 003	125 658	122 063	116 925	112 465	109 136
Total des produits	478 503	119 981	142 046	107 127	109 349	100 574	120 968	81 909	74 983
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	120 395	28 839	36 056	27 020	28 480	25 199	41 599	25 931	23 510
Marge du BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	25,2 %	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %	31,7 %	31,4 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	4 050	(2 193)	763	4 603	877	4 428	5 203	393	7 901
<b>PAR ACTION (DE BASE)</b>									
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	1,43	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31	0,52	0,33	0,32
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,06	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07	0,01	0,11
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>1)</sup>	1,18	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27	0,40	0,26	0,27
<b>PAR ACTION (DILUÉ)</b>									
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	1,40	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30	0,51	0,33	0,32
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,05	(0,02)	0,01	0,05	0,01	0,05	0,06	0,01	0,11
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société <sup>1)</sup>	1,18	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26	0,39	0,25	0,27

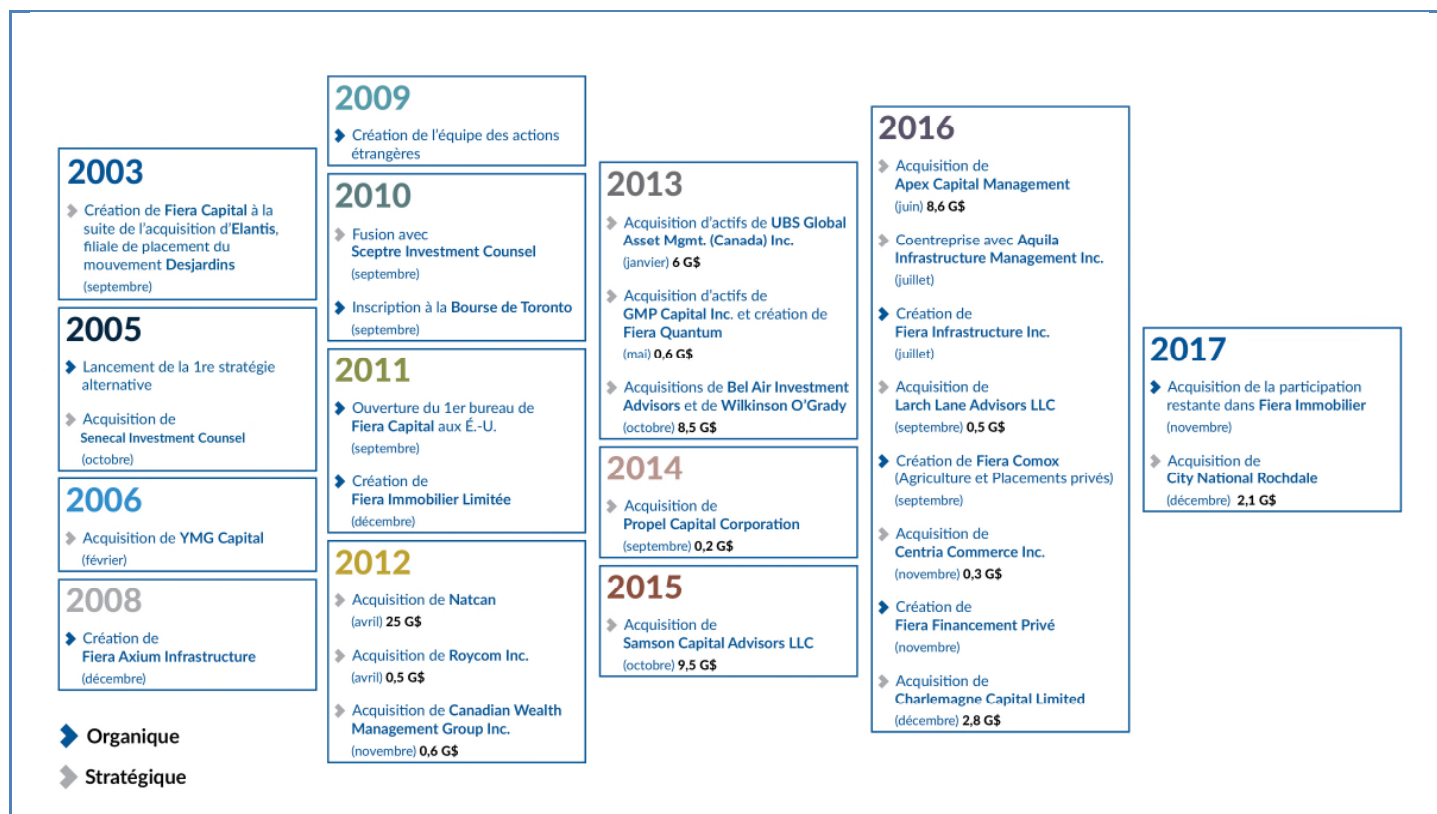
<sup>1)</sup> Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 39.

<sup>2)</sup> Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises en termes d'actifs sous gestion, dans l'évolution de la Société depuis sa création.



## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

### Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 9 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2018	LE 31 MARS 2017
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	(25 178)	7 116
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(3 774)	(8 965)
<b>Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement</b>	<b>39 478</b>	<b>3 050</b>
Augmentation nette de la trésorerie	9 986	1 201
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	1 317	16
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	41 079	40 110
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	52 382	41 327

#### *Activités depuis le début de l'exercice*

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 25,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Ce montant découle principalement des variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 45,3 millions de dollars, attribuables essentiellement au calendrier de recouvrement des produits et du versement de la rémunération à la clôture de l'exercice (voir la note 14 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 mars 2018), en partie contrebalancés par des entrées de trésorerie de 26,1 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la rémunération fondée sur des actions, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 3,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, en raison essentiellement de 3,0 millions de dollars liés à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, de 0,9 million de dollars liés au paiement des ajustements et des obligations au titre du prix d'achat, de 0,4 million de dollars pour l'achat d'immobilisations corporelles au cours de la période, en partie contrebalancées par des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 0,6 million de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 39,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, en raison principalement de la hausse de 41,1 millions de dollars, combinée à l'émission d'actions de 2 millions de dollars, en partie contrebalancée par des paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des charges de financement de 4,1 millions de dollars au cours de la période.

Enfin, l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères se chiffrait à 1,3 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018.

### Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 25,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 7,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'écart découle principalement de l'incidence négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 35,5 millions de dollars, en partie contrebalancée par la hausse du BAIIA ajusté d'un exercice à l'autre de 3,6 millions de dollars, tel qu'il est décrit à la rubrique *BAIIA ajusté*.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 3,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, en regard de 9,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'écart s'explique surtout par les sorties de trésorerie liées à la baisse des sorties de trésorerie nécessaires pour le règlement de l'ajustement et les obligations au titre du prix d'achat de 2,8 millions de dollars, combinée à la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement de 1,6 million de dollars.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 39,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2018, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 3,1 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à l'augmentation de la dette à long terme de 41,1 millions de dollars, comparativement à une hausse de 7,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, combinée à l'émission du capital social de 2,0 millions de dollars au premier trimestre de 2018, comparativement d'un montant presque nul au premier trimestre de 2017.

Enfin, l'incidence des variations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères a eu une incidence défavorable de 1,3 million de dollars sur les flux de trésorerie de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2018, contre une incidence favorable de 0,016 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

### Dette à long terme

Tableau 10 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	31 MARS 2018	31 DÉCEMBRE 2017
Facilité de crédit		
Facilité à terme	161 175	156 813
Facilité renouvelable	180 571	136 725
Autre facilité	1 426	1 585
Charges de financement différées	(1 195)	(1 352)
	341 977	293 771
Moins la partie courante	677	1 354
Partie non courante	341 300	292 417

## Facilité de crédit

Le 31 mai 2016, la Société a conclu la quatrième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité à terme et une facilité renouvelable (collectivement, la « facilité de crédit »). Le 5 décembre 2017, l'entente de crédit a été modifiée pour changer les définitions de la dette à long terme et du BAIIA et celle des dettes non garanties.

### *Facilité à terme*

L'entente de crédit comprend une nouvelle facilité à terme de 125,0 millions de dollars américains (non renouvelable) pour laquelle aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 31 mai 2019, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité à terme est remboursable intégralement.

Au 31 mars 2018, le montant prélevé sur la facilité à terme totalisait 125,0 millions de dollars américains (161,175 millions de dollars canadiens) (125,0 millions de dollars américains (156,813 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2017].

### *Facilité renouvelable*

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, une augmentation de 50,0 millions de dollars canadiens de la facilité renouvelable, qui est ainsi portée à 350,0 millions de dollars canadiens, a été approuvée par le conseil d'administration de la Société, Fiera Capital Inc. et Fiera US Holding Inc. ainsi que par le consortium de prêteurs. L'augmentation sera utilisée pour financer les fins générales de la Société. La facilité de crédit comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 350,0 millions de dollars canadiens pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains. Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu sur la facilité renouvelable jusqu'au 25 mars 2020, date à laquelle le montant prélevé sur la facilité renouvelable est remboursable intégralement.

Au 31 mars 2018, le montant total prélevé sur la facilité renouvelable comprenait des montants de 11,88 millions de dollars canadiens et de 130,829 millions de dollars américains (168,691 millions de dollars canadiens) (74,0 millions de dollars canadiens et de 50,0 millions de dollars américains (62,725 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2017).

Selon les modalités de l'entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives de la facilité de crédit, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, est défini dans l'entente de crédit comme étant le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie. Au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à l'entente de crédit. L'entente de crédit contient des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs et, par conséquent, les garants de la facilité de crédit, à effectuer certains types de transactions et ainsi impose certaines restrictions sur le plan de l'exploitation à l'égard de ces entités.



## Autres facilités

Au 31 mars 2018, l'une des filiales de la Société a un emprunt bancaire en cours de 0,625 million de dollars à l'égard duquel des versements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens sont requis (respectivement 0,756 million de dollars et 0,131 million de dollars canadiens au 31 décembre 2017). L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 0,50 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt) et il vient à échéance le 30 juin 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017.

En mars 2017, cette filiale a modifié son entente de crédit pour y inclure une facilité de crédit-bail. Au 31 mars 2018, l'encours de ce prêt s'établit à un montant de 0,801 million de dollars canadiens, et des mensualités de 0,015 million de dollars canadiens sont exigées. Au 31 mars 2018, les parties courante et non courante de l'emprunt se sont établies à 0,152 million de dollars et à 0,649 million de dollars, respectivement.

Cette filiale dispose également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,750 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 31 mars 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,95 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 31 mars 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2017).

## Débetures convertibles

Tableau 11 – Débetures convertibles (en milliers de dollars)

	AU 31 MARS 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2017
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission	(4 269)	(4 269)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 237 \$)	(4 555)	(4 555)
Charge de désactualisation cumulée sur la composante capitaux propres	353	35
<b>Solde à la clôture de l'exercice</b>	<b>77 779</b>	<b>77 461</b>

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débetures convertibles non garanties à 5 %, échéant le 23 juin 2023, les intérêts devant être payés deux fois par année à terme échu, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018, pour un produit brut de 86,250 millions de dollars canadiens. Les débetures convertibles peuvent être converties au gré du porteur à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A. Les débetures convertibles ne sont pas remboursables par la Société avant le 30 juin 2021. La Société peut rembourser les débetures convertibles à un prix de 0,001 million de dollars par débeture convertible, majoré des intérêts courus et impayés, à compter du 30 juin 2021 et avant le 30 juin 2022 (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut rembourser les débetures, moyennant un préavis d'au plus

60 jours et d'au moins 30 jours, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré des intérêts courus et impayés.

### ***Obligations contractuelles et passifs éventuels***

#### ***Obligations contractuelles***

Au 31 mars 2018, la Société n'avait aucune autre obligation contractuelle que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion de l'exercice 2017.

#### ***Passifs éventuels***

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

#### ***Arrangements hors bilan***

Au 31 mars 2018, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, y compris une garantie ou un dérivé, hormis avec des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

### ***Capital social***

Au 31 mars 2018, la Société avait 71 293 598 actions de catégorie A et 19 444 490 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 90 738 088 actions en circulation, contre 61 338 301 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 790 625 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 81 128 926 actions en circulation au 31 mars 2017.

### ***Paiements fondés sur des actions***

#### ***Régime d'options sur actions***

Un sommaire des changements qui se sont produits dans le régime d'options sur actions de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017 est présenté ci-après :

Tableau 12 – Transactions sur options

	2018		2017	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation à l'ouverture de la période	4 183 852	11,86	2 799 345	10,25
Attributions	20 000	11,23	17 000	12,14
Exercices	(240 709)	8,22	(5 000)	8,44
Renonciations	(20 252)	13,58	(20 645)	13,44
En circulation à la clôture de la période	3 942 891	12,07	2 790 700	10,24
Options exerçables à la clôture de la période	694 512	8,08	1 165 022	7,76

**Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)**

Les UAD équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge (recouvrement) de (0,032) million de dollars et de 0,015 million de dollars aux termes de ce régime au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017. Au 31 mars 2018, la Société avait inscrit un passif de 0,173 million de dollars pour les 15 767 unités en circulation aux termes du régime d'UAD (0,205 million de dollars pour les 15 767 unités au 31 décembre 2017).

**Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)**

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017.

Tableau 13 – Transactions sur les UAR

	2018	2017
En circulation à l'ouverture de la période	608 635	456 303
Acquisitions de droits	(125 646)	–
En circulation à la clôture de la période	482 989	456 303

Les UAR équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 1,002 million de dollars et de 0,76 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017. Au 31 mars 2018, la Société avait un passif s'élevant à 2,664 millions de dollars pour les 482 989 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (3,075 millions de dollars pour les 608 635 unités au 31 décembre 2017).

**Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)**

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR réglées en trésorerie de la Société au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017.

Tableau 14 – Transactions sur les UAR en trésorerie

	2018	2017
En circulation à l'ouverture de la période	504 380	316 133
Acquisitions de droits	(9 917)	–
En circulation à la clôture de la période	494 463	316 133

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé une charge de 0,187 million de dollars et de 0,444 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017, respectivement. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, 9 917 unités dont les droits ont été acquis (néant en 2017) ont été attribuées et un montant de 0,262 million de dollars a été payé en règlement de ces unités. Au 31 mars 2018, la Société avait inscrit un passif de 2,365 millions de dollars pour les 494 463 unités en circulation (2,435 millions de dollars pour les 504 380 unités au 31 décembre 2017) aux termes de ce régime d'UAR.

### Régime d'actions assujetties à des restrictions

La Société a comptabilisé une charge de 0,084 million de dollars et de 0,178 million de dollars au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour les trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017, respectivement.

### Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

#### Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 15 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

	2018	2017
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	2 836	823
Attributions réglées en trésorerie	2 097	–
<b>Total des charges</b>	<b>4 933</b>	<b>823</b>

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à néant et à aucune UALR applicable aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 322 387 actions de catégorie A ont été émises au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2017.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation s'est établie à 2,966 millions de dollars et aucune UALR applicable aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 477 043 actions de catégorie A ont été émises au cours du trimestre clos le 31 mars 2017 en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2016.

#### Régime d'UALR

Les UALR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. Au cours des trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR :

Tableau 16 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	2018	2017
	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	12	408
Attributions réglées en trésorerie	65	–
<b>Total des charges</b>	<b>77</b>	<b>408</b>

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UARL de la Société s'est établie à 4,22 millions de dollars et aucune UARL dont les droits ont été acquis au cours de la période. Un total de 19 819 actions de catégorie A seront émises au cours du trimestre clos le 31 mars 2018 en règlement des UARL dont les droits ont été acquis en 2017.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UARL de la Société s'est établie à 1,2 million de dollars et aucune UARL dont les droits ont été acquis attribuée au cours de la période. Un total de 35 325 actions de catégorie A ont été émises au cours du trimestre clos le 31 mars 2017 en règlement des UARL dont les droits ont été acquis en 2016 et un montant de 0,475 million de dollars a été versé en trésorerie.

### ***Régimes d'options établis par les filiales de la Société***

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le régime d'options sur actions d'une autre filiale a été abandonné. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés du résultat net des trimestres clos le 31 mars 2018 et 2017 s'est établie à 0,241 million de dollars et à 0,169 million de dollars, respectivement. Le passif dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 2,28 millions de dollars, montant présenté dans les états de la situation financière au 31 mars 2018 (2,039 millions de dollars au 31 décembre 2017).

### ***Transactions avec des parties liées***

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Un des actionnaires liés a une influence significative à l'égard de la Société. Selon les modalités d'une convention, cet actionnaire lié a le droit de nommer deux des quatre administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire, à condition qu'il détienne directement ou indirectement au moins 20 % des actions de catégorie A et B, collectivement, sur une base non diluée. À la suite de la conclusion du placement par prise ferme comprenant des débentures convertibles non garanties (note 10) et une émission d'actions de catégorie A le 21 décembre 2017 et des transactions des actionnaires subséquentes, la propriété réelle de la partie liée s'établissait à environ 19,4 % des actions émises et en circulation de la Société (21,0 % au 31 mars 2017) et, par conséquent, la partie liée n'a plus le droit de nommer deux des administrateurs de la Société. Cet actionnaire lié est le promoteur principal de la facilité de crédit de la Société et il est la contrepartie à des instruments financiers dérivés présentée comme entité liée dans le tableau plus bas.

Au 31 mars 2018, le deuxième actionnaire lié avait une influence significative à l'égard de la Société puisqu'il détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 8,0 % des actions émises et en circulation de la Société (8,9 % au 31 mars 2017). Selon les modalités de la convention des actionnaires conclue entre cet actionnaire lié et une entité liée à la Société, l'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Afin de maintenir les droits décrits ci-dessus, l'actionnaire lié doit maintenir un niveau de propriété minimum dans la Société ainsi qu'un niveau minimum déterminé d'actifs sous gestion.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 17 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS	
	LE 31 MARS 2018	LE 31 MARS 2017
Honoraires de gestion et de performance et autres revenus	12 854	11 346
Frais de vente et charges générales et administratives		
Frais de référence	474	409
Autres	212	122
Intérêts sur la dette à long terme	3 630	3 692
Perte nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	(478)	190

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil d'administration, président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale et président de la division des stratégies de placement privé alternatives, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mars 2018 et ils ont conclu qu'elle était efficace. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 31 mars 2018.

Il est à noter qu'en 2018, un nouveau système comptable sera mis en œuvre et des modifications seront apportées au CIIF. Par ailleurs, le chef de la direction et le chef de la direction financière évaluent actuellement l'incidence, sur le CIIF, qu'auront d'autres projets importants en cours liés à des processus clés (en particulier la facturation, les actifs sous gestion, les transactions opérationnelles et la technologie de l'information).

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, s'assureront que ces modifications importantes seront prises en compte dans le CIIF.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS**

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié à la fluctuation des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion de l'exercice 2017 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

## **GESTION DU CAPITAL**

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débetures convertibles, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur. Aux 31 mars 2018 et 2017, la Société et l'une de ses filiales, assujetties à des calculs effectués sur une base non consolidée, tel qu'il est requis par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*, se sont conformées à leurs calculs respectifs d'excédent du fonds de roulement. La Société et ses filiales se sont conformées à leurs clauses restrictives en vertu des diverses facilités de crédit.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt ou de débetures convertibles.

## **JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS**

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos le 31 décembre 2017 et 2016. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

## **NOUVELLES NORMES COMPTABLES**

### ***Adoption de nouvelles IFRS***

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Société a adopté les nouvelles normes IFRS suivantes.

#### ***IFRS 9, Instruments financiers***

L'IFRS 9 a remplacé l'IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, et a été appliquée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Comme le permet l'IFRS 9, la Société s'est prévaluée de l'exemption de ne pas retraiter l'information comparative dans ses états financiers consolidés en ce qui a trait aux exigences de classement et d'évaluation. L'incidence rétrospective de l'adoption de l'IFRS 9 a été comptabilisée comme un ajustement au solde d'ouverture des résultats non distribués et au cumul des autres éléments du résultat global au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société.

#### *Classement et évaluation*

L'IFRS 9 conserve les exigences existantes de l'IAS 39 pour le classement et l'évaluation des passifs financiers. Elle élimine toutefois les catégories précédentes de l'IAS 39 pour les actifs financiers, soit détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et disponibles à la vente.

Aux termes de l'IFRS 9, tous les actifs financiers qui sont des instruments de capitaux propres doivent être comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Toutefois, au moment de la comptabilisation initiale d'un instrument de capitaux propres détenu à des fins autres que de transaction, la Société peut choisir, de manière irrévocable, de désigner l'instrument comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, sans classement ultérieur dans les profits et les pertes en résultat net. Ce choix est fait isolément pour chaque participation. Les dividendes continueront à être comptabilisés en résultat net. Les instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction peuvent également être désignés de la sorte au moment de l'adoption de l'IFRS 9. Les instruments financiers dérivés continuent à être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

En raison de l'application des exigences de classement et d'évaluation de l'IFRS 9, la Société a reclassé ses titres de capitaux propres classés comme étant disponibles à la vente aux termes de l'IAS 39 à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société a donc reclassé un profit non réalisé de 0,161 million de dollars du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués (déficit).

#### *Dépréciation*

L'IFRS 9 remplace le modèle des pertes encourues de l'IAS 39 par un modèle des pertes de crédit attendues. Le nouveau modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti, aux actifs sur contrat et aux instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, mais non aux placements dans des instruments de capitaux propres. Aux termes de l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt qu'aux termes de l'IAS 39.

Les actifs financiers de la Société assujettis au nouveau modèle de dépréciation sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et les créances à long terme. La nouvelle directive en matière de dépréciation utilisant un modèle de pertes de crédit attendues n'a pas eu d'incidence significative sur la valeur comptable des débiteurs de la Société ou des créances à long terme puisque les pertes de crédit que la Société a eues étaient négligeables.



Le tableau qui suit présente les catégories d'évaluation initiales selon l'IAS 39 ainsi que les nouvelles catégories d'évaluation selon l'IFRS 9 pour chacun des types d'actifs financiers de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Actifs financiers	Classement initial aux termes de l'IAS 39	Nouveau classement aux termes de l'IFRS 9
Trésorerie et équivalents de trésorerie et trésorerie soumise à des restrictions	Prêts et créances	Coût amorti
Placements	Disponibles à la vente / juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût amorti
Créances à long terme <sup>1)</sup>	Prêts et créances	Coût amorti
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net

<sup>1)</sup> Présentées dans les frais différés et autres des états consolidés de la situation financière.

Les actifs financiers ne seront pas reclassés après leur comptabilisation initiale, sauf si la Société remarque des changements de modèle économique dans la gestion des actifs financiers.

Il n'y a eu aucun changement aux classes d'évaluation selon l'IFRS 9 pour les passifs financiers de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et, par conséquent, les passifs financiers de la Société ne sont pas présentés dans le tableau ci-dessus.

#### *Comptabilité de couverture*

L'IASB permet de conserver les exigences actuelles relatives à la comptabilité de couverture aux termes de l'IAS 39 jusqu'à ce qu'elle mène à terme son projet sur la comptabilité de macrocouverture. Tel que le permet l'IASB, la Société a choisi de ne pas adopter les dispositions générales en matière de comptabilité de couverture de l'IFRS 9 et choisit plutôt de continuer à appliquer les dispositions de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

La Société a également adopté des modifications aux exigences d'information révisées exigées par l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, ce qui entraînera pour la Société l'ajout d'informations concernant ses stratégies de gestion des risques lorsque la comptabilité de couverture est appliquée dans ses états financiers consolidés pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018.

#### *IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 a remplacé l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. La nouvelle norme apporte des précisions concernant une approche en cinq étapes sur comment et à quel moment il y a lieu de comptabiliser les produits et impose de fournir des informations supplémentaires. La Société a réalisé une évaluation détaillée des incidences pour toutes les principales sources de produits dans le cadre de laquelle les contrats ont été passés en revue et les produits comptabilisés par la Société ont été analysés.

L'objectif de l'IFRS 15 est d'établir les principes qu'une entité doit appliquer pour présenter des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

La Société a choisi d'adopter l'IFRS 15 au moyen de l'approche rétrospective modifiée, ce qui a eu pour effet d'appliquer initialement cette norme à la date de la première application (le 1<sup>er</sup> janvier 2018). Toutefois, l'adoption de l'IFRS 15 n'a

pas eu une incidence significative sur la comptabilisation en cours des produits de la Société ou sur le résultat net et, par conséquent, il n'y a pas eu d'ajustements requis sur les résultats non distribués d'ouverture (déficit) au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **IFRS, interprétations et modifications révisées**

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers.

#### ***Modifications de l'IFRS 2, Paiement fondé sur des actions***

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications clarifient la comptabilisation aux termes de la norme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie qui comprennent une modalité de rendement, le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions comportant des caractéristiques de règlement net ainsi que la comptabilisation des modifications des modalités des paiements fondés sur des actions, qui passent d'un règlement en trésorerie à un règlement en titres de capitaux propres.

#### ***IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée***

En décembre 2016, l'IASB a publié l'IFRIC 22, *Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée*, afin de préciser le cours de change qui doit être utilisé pour les transactions comportant l'encaissement ou le paiement d'une contrepartie anticipée en monnaie étrangère.

#### ***IFRS publiées mais non encore adoptées***

La Société n'a pas appliqué les IFRS et interprétations suivantes, qui sont soit nouvelles, soit modifiées, ou qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore obligatoires pour la période close le 31 mars 2018 :

#### ***IFRS 16, Contrats de location***

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB pour les contrats de location, soit l'IAS 17, qui exigeait que les preneurs et les bailleurs classent leurs contrats de location comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple et les comptabilisent différemment selon le type de contrat. L'IFRS 16 établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information concernant les contrats de location. L'IFRS 16 propose un modèle comptable unique pour les preneurs, où ceux-ci sont tenus de comptabiliser des actifs et des passifs pour tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### ***IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux***

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits

et de circonstances. Cette nouvelle interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### *Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)*

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*. La prise de position porte sur des modifications apportées aux quatre Normes internationales d'information financière (« IFRS ») découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt. Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

### **MESURES NON CONFORMES AUX IFRS**

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte découlant de la cession de la participation dans des filiales, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

La Société définit la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le tableau qui suite présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 18 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars)

	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016
Résultat net	(2 093)	1 084	4 771	504	4 353	5 245	621	8 303
Impôts sur le résultat	17	5 185	(263)	(797)	32	3 142	200	276
Amortissement des immobilisations corporelles	947	964	976	956	931	894	852	824
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935	16 366	10 348	8 464
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	4 761	4 835	2 641	1 827	2 177	5 253	3 337	2 271
<b>BAIIA</b>	<b>13 654</b>	<b>20 846</b>	<b>18 612</b>	<b>13 390</b>	<b>18 428</b>	<b>30 900</b>	<b>15 358</b>	<b>20 138</b>
Coûts de restructuration, coûts d'intégration et autres coûts	928	6 866	2 357	4 851	1 076	805	2 739	3 894
Frais d'acquisition	3 018	1 679	378	1 659	1 718	3 160	2 769	2 054
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	4 467	2 879	375	1 289	1 308	1 072	(5 807)	694
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	27	(128)	2	(8)	(4)	(548)	(224)	(2)
Perte sur disposition d'immobilisations incorporelles et corporelles	–	42	480	371	–	–	–	–
Perte sur la cession de filiales	–	–	–	–	–	–	8 307	–
(Profit) sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise	–	–	–	–	–	–	–	(5 827)
Rémunération fondée sur des actions	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673	6 210	2 789	2 559
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>28 839</b>	<b>36 055</b>	<b>27 020</b>	<b>28 480</b>	<b>25 199</b>	<b>25 199</b>	<b>25 931</b>	<b>23 510</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>119 981</b>	<b>142 046</b>	<b>107 127</b>	<b>109 349</b>	<b>100 574</b>	<b>120 968</b>	<b>81 909</b>	<b>74 983</b>
Marge du BAIIA ajusté	24,0 %	25,4 %	25,2 %	26,0 %	25,1 %	34,4 %	31,7 %	31,4 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,32	0,43	0,33	0,35	0,31	0,52	0,33	0,32
Dilué	0,32	0,43	0,32	0,34	0,30	0,51	0,33	0,32

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise de même que de l'incidence de la ratification de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 31 décembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Cette modification a été apportée pour comptabiliser le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. La charge de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit, la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas qu'ils sont nécessairement non récurrents.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 19 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T1 2018	T4 2017	T3 2017	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(2 193)	763	4 603	877	4 428	5 203	393	7 901
Amortissement des immobilisations corporelles	947	964	976	956	931	894	852	824
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 022	8 778	10 487	10 900	10 935	16 366	10 348	8 464
Rémunération fondée sur des actions <sup>*)</sup>	6 745	3 871	4 816	6 928	2 673	6 210	2 789	2 559
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts <sup>*)</sup>	928	6 866	2 357	4 851	1 076	805	2 739	3 894
Frais d'acquisition <sup>*)</sup>	3 018	1 679	378	1 659	1 718	3 160	2 769	2 054
Perte sur la cession de filiales <sup>*)</sup>	–	–	–	–	–	–	8 307	–
(Profit) sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise <sup>*)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	(5 827)
Désactualisation et variation de la juste valeur <sup>*)</sup> de l'obligation au titre du prix d'achat <sup>*)</sup>	4 467	2 880	375	1 289	1 308	1 072	(5 807)	694
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	6 017	–	–	–	–	–	–
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus <sup>*)</sup>	2 590	2 580	933	2 340	1 231	2 231	2 402	245
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	21 344	29 238	23 059	25 120	21 838	31 479	19 988	20 318
Par action – de base								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07	0,01	0,11
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,24	0,35	0,28	0,31	0,27	0,39	0,26	0,27
Par action – dilué								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,02)	0,01	0,06	0,01	0,05	0,06	0,01	0,11
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,24	0,35	0,27	0,30	0,26	0,38	0,25	0,27

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

## FACTEURS DE RISQUE

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2017 de la Société, sous la rubrique *Facteurs de risque*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou la gestion de ces risques.



Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.



**FIERA**CAPITAL